

Communiquer pour résister : quelques interprétations du thème

Deux indications pour approfondir le thème ont été données : une par le « Patriote résistant », journal de la FNDIRP, lequel comme chaque année publiera fin novembre un supplément spécial consacré au concours. Le libellé de cet ajout à « Communiquer pour résister » ouvre beaucoup de perspectives : « On insistera sur l'importance de la communication pour les résistants. On étudiera le rôle joué par la presse clandestine, les tracts, la radio ... dans leur combat. On pourra établir des liens avec des événements postérieurs qui ont montré l'importance de la communication dans la lutte pour la liberté. »

Quant au Musée de la Résistance nationale (Champigny), il oriente dans une direction légèrement différente : « Du graffiti jusqu'à « Honneur et Patrie » [émission de la France libre diffusée quotidiennement par la BBC **sans contrôle britannique** d'une durée de 5mn, texte lu par Maurice Schumann. Elle était suivie par « Les Français parlent aux Français », soumis au contrôle britannique], la presse de la Résistance, ses moyens de communication écrits et radios avec une attention à porter sur les aspects techniques de communication ».

Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance, écrit dans le numéro spécial de « La Lettre de la Fondation de la Résistance » consacrée au concours (N° 70 de septembre 2012) distribuée à tous les établissements et téléchargeable sur le site de cette fondation : « *Grâce à ce thème, les élèves pourront comprendre l'importance des moyens de communication dans les combats menés par les résistants contre l'occupant nazi et les forces de Vichy. Ils pourront également s'interroger sur la reconquête de la liberté d'expression, héritage que nous devons à la Résistance* ».

« La presse de la Résistance française a eu pour fonctions, souvent simultanément de modeler l'opinion, de mobiliser les Français et d'élaborer un programme politique pour la France libérée »

Olivier Wieviorka (La presse clandestine. Mélanges de l'école française de Rome Italie et Méditerranée 1986. Vol. 108, n°1 p. 125-136)

I Le cadre :

Il convient, et ceci semble peut-être une évidence, d'expliquer quelle est la situation du pays sous l'Occupation, et même depuis le début de la guerre. D'autre part, pour nos élèves de collège, il sera nécessaire de faire le point sur les technologies existant au début des années 40 et sans doute d'une manière plus générale sur les conditions de la vie courante.

Dès l'entrée en guerre les libertés de la loi de 1881 sont mises en cause. Mesures contre la presse étrangère, contre la presse communiste (1^{er} septembre 1939), censure préalable (24 août 1939).

L'occupant : Ordonnances allemandes de mai à septembre 1940, puis du 18 décembre 1942. Interdictions d'attroupements, de publications non autorisées, écoutes radiophoniques. Mesures de censure très sévères appelées listes Otto (prénom de Abetz). Non seulement les journaux vont être censurés, mais 3000 ouvrages interdits d'où la création des éditions de Minuit (Ex. Vercors).

L'Etat français et le commandement militaire allemand exercent une surveillance des contenus des projets de publication.

Exemple local

La censure de La Dépêche du Berry du 22.08.1940 (Bataille d'Angleterre).

La Dépêche du Berry sera placardée sur les murs, sous forme d'une page blanche, avec l'interdiction signée du Lieutenant-colonel commandant le département du Cher. Par la suite, ce journal va sombrer complètement dans la collaboration. Ses locaux et son matériel seront confisqués au lendemain de la Libération au profit d'un nouveau journal issu de la Résistance, le Berry républicain.

Papier rationné, octroyé uniquement aux journaux et écrits favorables à Vichy et à l'Allemagne, papier obtenu pour entreprises et administrations selon leurs activités, c'est dans cette situation que va naître la presse clandestine de la Résistance. Ajoutons que à l'été et à l'automne 1940 celles et ceux qui vont lancer l'initiative de publications clandestines ne sont que de petits groupes et pour certains dénués de toute expérience dans la confection de tracts ou journaux.

II Ce qui permet d'étudier la presse clandestine :

- Collection de la Bibliothèque Nationale

Inventaire réalisé en 1954 1106 titres de journaux clandestins.

Presse souvent « très fragile » : moyenne de survie d'un titre : 4 mois

Pour la moitié des journaux : un numéro unique,

Dans le département

- Nombreux documents conservés et répertoriés aux AD
- Travail de Corinne Petit « *La propagande clandestine dans le département du Cher de 1939 à 1944* » (listes de tracts et journaux qui se retrouvent dans le cédérom « La Résistance dans le Cher »).
- Tracts ou journaux ? Parfois difficile à distinguer (pas de date, pas de numérotation)

Les autorités préfectorales ne se trompent pas s'il s'agit du Populaire ou de L'Humanité.

III Les orientations de la presse clandestine

A l'image de l'échelon national dans notre département la presse clandestine communiste domine largement en nombre de titres, de tracts, d'exemplaires diffusés.

Sur le plan national, 40% émane du PCF clandestin et à partir de 1941, ce poids est renforcé par les productions du Front national. Ces écrits ont un impact incontestable car leur diffusion se fait en direction de publics nettement ciblés, d'autres concernent l'ensemble de la population.

Dans le Cher : Rapport du préfet de janvier 1943 : « *Jamais parti en proie cependant aux risques les plus grands, n'a montré une telle force de vitalité et de construction* ».

En avril 1943 le préfet du Nord déclare : « *En ce qui concerne la présentation des tracts, il faut signaler que la propagande a, depuis longtemps, dépassé l'époque où ces documents étaient*

constitués par quelques exemplaires, mal imprimés de L'Humanité clandestine. Non seulement cette propagande s'est diversifiée, en s'adressant aux différents milieux d'opinion, mais elle a pris, ces derniers temps, une forme individuelle ».

En même temps se développe une presse socialiste et syndicale :

« L'Homme libre », « Socialisme et liberté » (décembre 1941)

« Le Populaire » (mai 1942)

Presse syndicale

La CGT a diffusé dans les deux zones plus de deux cents numéros clandestins de la « Vie ouvrière » (ronéotypée mais aussi parfois imprimée). La diffusion va nettement augmenter après la réunification de ses deux branches (accords du Perreux été 1943).

Les mouvements

La presse a un rôle de porte-voix mais aussi d'organisation.

Exemple : Henry Frenay de « Combat » : *« Elle permettait de créer un lien entre des individus qui se lançaient dans une lutte incertaine aux moyens réduits ».*

En fait, à chaque mouvement important, va correspondre un organe de presse clandestin. Nombreuses créations de titres de 1940 à 1941.

IV Les techniques de production

Presse : ronéotypée	54%
imprimée	36%
dactylographiée	9%
manuscrite	1%

Mais il ne s'agit pas seulement d'une évolution du texte dactylographié vers l'imprimerie (due au développement de la Résistance et à plus de moyens). Il s'agit aussi d'une adaptation aux conditions de la clandestinité et aux publics visés.

Le succès de la ronéo plus facile à utiliser, moins difficile à se procurer que le matériel de typographie s'explique par des problèmes de sécurité : à la ronéo le lieu de frappe et celui des tirages peuvent n'en faire qu'un ; la typographie impose souvent des lieux de composition et d'impression différents, en plus des lieux de stockage du papier.

Antoine Legendre responsable des centres ronéos du PCF à partir de 1940 explique : *« Le procédé déterminait la forme d'organisation du travail illégal ronéo et imprimé. Ainsi, sur le champ de bataille de la presse où se menait une lutte politique et idéologique acharnée, le centre ronéo, c'était la cavalerie aux tirages rapides ; l'imprimerie c'était le char lourd et ses tirages de masse. »*

Ainsi la ronéo permettait une intervention ciblée : vers un secteur géographique ou une usine, une profession... L'imprimerie était utilisée pour les textes à diffusion générale.

Intervention de Jean-Claude Bonnin le 25.10.2012